

Économie

Cotes de crédit

Moody's : Baa1
S&P : BBB
Fitch : BBB

PIB nominal (2010)

1,569 T USD

Population (2010)

141,7 millions

Total des échanges / PIB

40 %

Monnaie

Rouble (RUB)

Système de change

Flottement dirigé

Importations en provenance du Canada (2010)

1 056 M CAD

Principales sources de devises (IDE non inclus)

Emprunts à l'étranger
Exportations d'énergie

Principaux partenaires commerciaux

Pays-Bas, Allemagne, Italie, Chine et Ukraine

Principales importations

M-É, véhicules automobiles, produits de l'acier, médicaments et matériel de communication

Sources : FMI, EIU, Stat. Canada

Perspectives

Positives : Fermeté des cours des produits de base
Progrès dans les privatisations

Négatives : Escalade de la crise de la dette en Europe
Retards dans les réformes structurelles

Centre d'information économique et politique
EPIC@edc.ca

APERÇU DU MARCHÉ : Les effets de propagation de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, combinés à la croissance de l'incertitude politique après les plus grandes manifestations organisées depuis 1991, ont entraîné une forte hausse de la fuite des capitaux, ce qui a créé des pressions sur le rouble et sur les marchés boursiers. Bon nombre de banques européennes ont dû composer avec une conjoncture difficile, ce qui a entraîné un resserrement des liquidités en Russie et la volatilité sur les marchés financiers du pays. On s'attend cependant à une expansion solide de 4,5 % de l'économie pour 2011, tandis que se poursuit l'amélioration des cycles du crédit grâce au déclin des prêts non productifs et au fait que les banques augmentent progressivement leurs activités de prêt. Les réserves de change de la banque centrale sont importantes et suffisent à atténuer la pression provoquée par la volatilité des marchés financiers internationaux.

Économie réelle : Même si les données du 4T2011 n'ont pas encore été publiées, les indicateurs avancés indiquent une croissance de 4,5 % en 2011, grâce à la relance du crédit, aux cours soutenus du pétrole et à une bonne reprise dans le secteur agricole. La forte demande intérieure a été soutenue par le rebondissement du secteur bancaire national, dont les pressions ont été réduites grâce à la baisse des provisions pour pertes sur prêts et des prêts douteux, qui avaient atteint un sommet au début de l'an dernier. La reprise parallèle du crédit s'est avérée solide avec un taux de croissance des prêts (a/a) à deux chiffres tout au long de 2011, qui a atteint 27 % en fin d'année. Le dynamisme économique devrait toutefois ralentir à l'avenir et la croissance est projetée à moins de 4 % cette année car la crise européenne se fera sentir dans les secteurs réels et financiers du pays. Les perspectives à moyen terme sont assombries par la démographie défavorable et par les contraintes que subit la productivité. En plus de l'environnement morose de l'investissement, l'histoire de la Russie est marquée par la volatilité de la croissance et par l'inflation, qui sont des obstacles majeurs pour l'investissement étranger et la stabilité de la croissance.

Politique budgétaire : La situation budgétaire du pays a grandement profité des cours élevés du pétrole, ce qui a permis au gouvernement fédéral d'enregistrer un léger excédent en 2011, contrairement aux prévisions. Cependant, les pressions montent sur les dépenses car les autorités vont probablement prendre des mesures populaires à la suite des manifestations et du mécontentement public. En fait, même avant les manifestations, le budget préliminaire de 2012 était expansionniste et comportait de fortes hausses de dépenses - notamment le doublement des salaires et avantages sociaux des forces armées et policières - qui représentaient 15 % de plus que les niveaux de 2011. La dépendance croissante à l'égard des recettes énergétiques est aussi préoccupante, tout comme l'élargissement du déficit hors pétrole, qui restera supérieur à 10 % du PIB à moyen terme, amplifiant ainsi les vulnérabilités budgétaires et minant la stabilité économique.

Politique monétaire et de taux de change : Les pressions inflationnistes sur les prix ont considérablement diminué, l'inflation officielle chutant à 6 % (a/a) à la fin de l'année, surtout en raison de la baisse des prix des aliments. Le rouble a subi des pressions à la baisse et a perdu 14 % de sa valeur en USD depuis l'été dernier en raison des changements de politique monétaire et de l'accélération des fuites de capitaux provoquée par l'incertitude politique croissante et de la perte d'influence des banques étrangères. La banque centrale est intervenue à hauteur de 35 G USD depuis juin dernier, mais le rouble a été soutenu de manière beaucoup plus modeste que lors de la dernière crise, et la politique plus souple sur le taux de change est un élément favorable qui joue un rôle nécessaire pour créer des éléments régulateurs extérieurs indispensables.

Comptes extérieurs : Le compte courant devrait devenir déficitaire à moyen terme parce que la demande intérieure entraînera une forte hausse des importations pendant la période de prévisions, tandis que la marge de progression des cours des produits de base et les contraintes de capacité (associées au sous-investissement) limiteront la croissance des exportations. La persistance de la faiblesse des cours du gaz naturel, en raison notamment de la nouvelle capacité importante qu'offre le gaz de schiste en Amérique du Nord, fait diminuer l'avantage concurrentiel que donnent aux producteurs russes les subventions sur les prix intérieurs. Par ailleurs, la détérioration de la situation économique et financière en Europe occidentale pourrait avoir des effets négatifs sur les échanges et les flux de capitaux, ce qui représente un risque extérieur important à court terme.

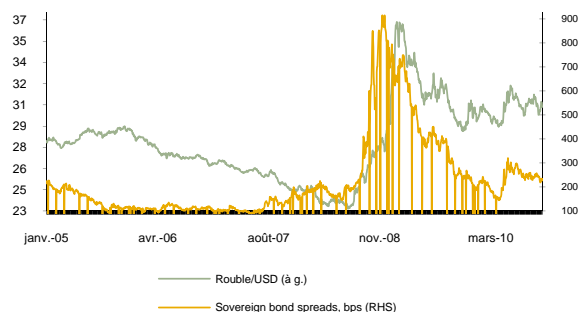
Perspectives : La reprise cyclique est appuyée par la demande croissante des consommateurs et par l'amélioration du secteur financier, mais la détérioration de la conjoncture dans la zone euro et l'incertitude politique croissante représentent des risques importants. Malgré les enjeux structurels à moyen terme, la dette publique, qui représente tout juste 12 % du PIB, restera gérable dans un avenir prévisible.

Indicateurs économiques

	05-09 (moyenne)	2011	2012	2013
PIB (croissance réelle en %)	3,9	4,5	3,8	3,6
Inflation (IPC, fin d'année)	11,4	8,5	6,5	6,1
Balance budgétaire (en % du PIB)	3,7	-0,5	-2	-1,5
Exportations (en %, c.a.c.)	10,6	26 %	-1 %	7 %
Importations (en %, c.a.c.)	14,5	30 %	10 %	9 %
Compte courant (en % du PIB)	7,3	4,9	2,4	2,3
Réserves (mois d'importations)	12,6	16,7	17,7	16,9
Dette extérieure (en % du PIB)	27,9	24,3	25	24,2
Service de la dette/compte courant	9,7	4,0	4,2	4,0
Taux de change (RUB/1 USD, fin d'année)	27,9	30,2	29,66	30,1

Sources : EIU, IIF, FMI, Services économiques d'EDC

Écarts obligataires et taux de change



Politique

Structure politique
République fédérale

Président
Dmitri Medvedev

Premier ministre
Vladimir Poutine

Organes législatifs

- Chambre basse : Douma (députés élus au vote direct)
- Chambre haute : Conseil de la fédération (élu au vote indirect; composé de dirigeants régionaux)

Principaux partis (sièges à la Douma)

- Parti Russie unie (315)
- Parti communiste (57)
- Parti libéral-démocrate de Russie (Jirinovski) (40)
- Parti Russie juste (38)

Dernières élections

- Douma : décembre 2011
- Présidentielles : mars 2008

Prochaines élections

- Douma : décembre 2017
- Présidentielles : mars 2012

Enquête sur la liberté de la presse

Résultat de 2011 : 81 (sans liberté de presse)
(0 : liberté; 100 : sans liberté)
FreedomHouse.org
(en anglais seulement)

Indice de contrôle de la corruption

Résultat de 2010 : -1,07
(le pire : -2,5; le meilleur : +2,5)
World Bank Governance Indicators
(en anglais seulement)

**Centre
d'information
économique et
politique**
EPIC@edc.ca

Climat politique : Le parti Russie unie au pouvoir a subi des pertes considérables lors des élections législatives du 4 décembre 2011, sa majorité constitutionnelle des deux-tiers ayant chuté à une courte majorité de 49 % des votes. Malgré une forte baisse de popularité (l'appui était de 70 % lors des élections à la Douma en 2008), des allégations de fraude généralisée ont entraîné des manifestations qui ont mis en lumière le défi croissant des autorités de conserver leur légitimité. Les demandes des manifestants sont claires, notamment la libération d'activistes politiques et l'organisation immédiate d'élections justes et ouvertes. Malgré les manifestations et l'appui décroissant à Russie unie, on s'attend à ce que M. Poutine gagne les élections présidentielles en mars car il demeure la figure politique la plus populaire du pays et qu'il n'y a pas d'alternative crédible. En vertu d'une nouvelle loi adoptée sous la présidence de M. Medvedev, les mandats présidentiels ont été prolongés à six ans (contre quatre auparavant). Par conséquent, M. Poutine sera président au moins jusqu'à 2018.

Structure politique : Le pouvoir politique en Russie est très centralisé dans les mains du président et de l'administration présidentielle au sein du Kremlin, qui exercent leur influence sur tous les aspects de la politique intérieure et extérieure. Après l'élection de Vladimir Poutine, l'ancien président, au début de 2000, la stabilité politique s'est peu à peu installée en Russie et l'élaboration des politiques est devenue plus prévisible. Cette situation a continué avec sous la présidence de Dmitri Medvedev, le protégé de M. Poutine. La Douma est un organe loyal au Kremlin et a peu d'autonomie. La domination de Russie unie à la Douma et la présence de M. Poutine au poste de premier ministre font que les pouvoirs législatif et exécutif se confondent presque, l'opposition au parti au pouvoir étant pratiquement impossible.

Conjoncture de l'investissement : Le gouvernement considère le commerce et l'investissement comme des domaines stratégiques de la politique intérieure comme de la politique étrangère. Il est arrivé que le gouvernement intervienne dans des secteurs jugés stratégiques pour la politique étrangère, la sécurité ou la politique commerciale de la Russie, comme le pétrole et le gaz naturel, les minéraux, la défense et l'aéronautique. Même si la lutte contre la corruption est devenue une priorité politique du gouvernement Medvedev et que des efforts remarquables sont déployés pour éliminer la corruption de bas niveau, le gouvernement a reconnu que de plus grands progrès doivent être faits. Dans le sillage de la crise économique, M. Medvedev a présenté la notion de modernisation comme moyen de revitaliser l'économie russe et d'attirer les capitaux étrangers afin de combler le déficit budgétaire. Plus précisément, il a souligné que la Russie recherche des investissements et des capitaux étrangers pour favoriser l'innovation dans des secteurs particuliers. C'est dans ce sens que la Russie vient de lancer un programme de privatisation à grande échelle, qui s'étendra de 2011 à 2013. Ce programme offrira des participations dans des entreprises clés et ouvrira des débouchés importants pour les investisseurs étrangers. Cela dit, la corruption de haut niveau demeure un problème constant et un défi majeur pour l'État dans ses efforts visant à encourager de nouveaux investissements étrangers.

Après 18 ans de négociations, la Russie a finalement réussi à faire partie de l'OMC. Parmi les effets immédiats de cette adhésion, notons la réduction des tarifs douaniers sur certains produits, les retombées accessoires qui améliorent l'environnement des affaires et la protection des droits de propriété intellectuelle, qui seront beaucoup plus graduels et devraient mener à une amélioration marquée de la prévisibilité, de la transparence et des options de résolution de différends à la disposition des exportateurs sur ce marché. Par ailleurs, cela permettra de libérer des ressources qui se consacreront aux négociations séparées autour du Traité bilatéral d'investissement (TBI) Canada-Russie, aussi appelé Accord sur la protection des investissements étrangers (APIE), qui sont actuellement au point mort – donc des nouvelles plus positives pour les investisseurs canadiens intéressés par le marché russe.

Violence politique : Le 24 janvier 2011, l'attentat terroriste à l'aéroport de Domodedovo a fait ressortir les problèmes de sécurité auxquels la Russie est aux prises en raison de l'instabilité dans le Caucase du Nord. Bien que les activités insurrectionnelles se limitent normalement à cette région, le risque d'attaques sporadiques dans les grandes villes et aux alentours demeure un risque. En vue des Jeux Olympiques qui auront lieu à Sochi en 2014, le gouvernement renforcera probablement la répression de tout risque potentiel concernant la sécurité.

Perspectives politiques

À la lumière des récentes manifestations, il faut s'attendre à ce que l'incertitude politique continue jusqu'aux élections présidentielles du 4 mars. Les pressions se feront de plus en plus fortes sur M. Poutine et sur le parti Russie pour qu'ils livrent des réformes systémiques. On devrait aussi voir une augmentation des dépenses publiques car le gouvernement voudra vraisemblablement prendre des mesures populaires pour apaiser le mécontentement croissant de la population.